

# Le comblement inachevé des écarts sociaux

## Trajectoire scolaire et devenir professionnel des élèves boursiers d'HEC et de l'ESSEC

Anne Lambert

DANS **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES** 2010/3 (N° 183), PAGES 106 À 124  
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0335-5322

ISBN 9782021030280

DOI 10.3917/arss.183.0106

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2010-3-page-106.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

**Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« LA FORMATION QUE J'AI REÇUE, JE TROUVE QU'ELLE NE VAUT PAS GRAND-CHOSE, MÊME SI ELLE EST ESTIMÉE À UN COÛT ASSEZ IMPORTANT. MAIS ÇA M'A PERMIS DE RATTRAPER BEAUCOUP DE RETARD, IL Y AVAIT PLEIN DE TRUCS QUI ME MANQUAIENT ET QUE JE N'AVAIS PAS PU AVOIR DE MES PARENTS : UN CAPITAL SOCIAL ET, SURTOUT, SAVOIR OÙ S'ORIENTER POUR FAIRE TEL TRUC, CONNAÎTRE LES FILONS POUR POUVOIR ALLER DANS LE PUBLIC, PASSER DES ENTRETIENS D'EMBAUCHE, ETC. »

S., ÉLÈVE BOURSIER À HEC, FILS DE CONTREMAÎTRE ET DE DACTYLO.

# Le comblement inachevé des écarts sociaux

Trajectoire scolaire et devenir professionnel des élèves boursiers d'HEC et de l'ESSEC

Les grandes écoles et leurs classes préparatoires sont au cœur du système français de formation des élites : représentant 5 % d'une classe d'âge, elles constituent des filières extrêmement sélectives. Alors que les dispositifs dits d'ouverture sociale des grandes écoles se multiplient (mise en place des conventions ZEP-Sciences Po Paris en 2001 et du programme « une grande école : pourquoi pas moi ? » de l'ESSEC en 2002, création d'une « classe préparatoire aux études supérieures » au lycée Henri IV en 2006, instauration de la gratuité totale des frais de scolarité pour tous les étudiants boursiers d'État à HEC en 2009, etc.), il existe peu de données statistiques récentes sur l'évolution du recrutement social des grandes écoles. Par ailleurs, en se concentrant sur la surreprésentation des classes populaires dans les filières de relégation, l'analyse statistique ne permet pas de rendre compte des trajectoires des « miraculés scolaires » qui parviennent à réussir dans les formations d'excellence en dépit de leur origine sociale modeste<sup>1</sup>. Comment vivent-ils leur scolarité dans les institutions les plus prestigieuses et sélectives de l'enseignement supérieur ? Comment négocient-ils la conversion de leurs dispositions scolaires ? Quels métiers choisissent-ils à l'issue de leur formation ? Leur performance scolaire est-elle d'ailleurs si paradoxale ?

Afin de répondre à ces questions quelque peu délaissées par la sociologie de l'éducation comme par la sociologie des classes sociales, on a enquêté auprès d'étudiants boursiers des deux écoles de commerce les plus cotées en France, l'école des Hautes études

commerciales (HEC) et l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Censées former l'élite économique, ces écoles payantes et visées par le ministère de l'Éducation nationale constituent l'une des filières les plus sélectives socialement de l'enseignement supérieur : les enfants de cadres du privé et des professions libérales y représentent plus de la moitié des effectifs. En outre, parce qu'elles réunissent en un même lieu clos (les campus de Jouy-en-Josas et de Cergy) des activités traditionnellement séparées – la vie scolaire, l'habitat, les loisirs, etc. – et que le contrôle social y est particulièrement fort, HEC et l'ESSEC s'apparentent à des « institutions totales » dans lesquelles certains font l'expérience, parfois violemment, du surclassement social.

Ainsi, cet article se propose de revenir dans un premier temps sur les conditions sociales et matérielles de la réussite scolaire des boursiers d'HEC et de l'ESSEC, en montrant comment s'articulent, à travers les relations et l'encadrement pédagogiques, le sens du jeu scolaire des étudiants, la mobilisation de leurs familles et l'institution. L'entrée en école de commerce perturbe toutefois leur rapport heureux à l'école : le contenu des cours, les pratiques de notation, la répartition entre temps de travail et temps de loisir notamment rompent en effet avec le cadre institutionnel des classes préparatoires et nécessite la mise en place d'un processus de conversion des dispositions scolaires parfois coûteux. Les boursiers sont ainsi amenés à faire l'apprentissage d'une nouvelle hiérarchie de valeurs où l'excellence

1. Pierre Bourdieu et Monique de Saint Martin, « Agrégation et ségrégation. Le champ des grandes écoles et le champ du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 69, septembre 1987, p. 2-50.

scolaire perd nettement de son importance, au profit du capital social et symbolique. Enfin, si HEC et l'ESSEC forment essentiellement une élite économique, tous les emplois proposés à la sortie de l'école ne sont pas équivalents en termes de prestige, de responsabilité et de rémunération. En s'intéressant aux « choix » professionnels des élèves boursiers, on fera ainsi apparaître l'inégal rendement du diplôme sur le marché du travail. On soulignera aussi la difficulté, quelque peu insurmontable, à réduire les écarts de classe quand bien même les classements scolaires à HEC et à l'ESSEC se veulent favorables aux « miraculés » [voir « Encadré méthodologique », p. 110].

## Entrer à HEC et à l'ESSEC : les conditions sociales de la réussite scolaire

### Une trajectoire scolaire « exceptionnelle »

La trajectoire scolaire des boursiers qui accèdent par la « grande porte<sup>2</sup> », c'est-à-dire par la voie prestigieuse des concours, à HEC et à l'ESSEC, filières habituellement réservées aux élites, apparaît exceptionnelle au sens statistique du terme. D'une part, la démocratisation de l'enseignement supérieur amorcée dans les années 1980 n'a pas concerné les grandes écoles<sup>3</sup>. Isolant les grandes écoles publiques (ENS, Polytechnique, ENA), Euriat et Thélot montrent en effet qu'en 1950 comme en 1990, les enfants de classes moyennes et supérieures ont 16 fois plus de chances d'intégrer HEC que les autres<sup>4</sup>. Plus récemment, les statistiques administratives d'HEC font état sinon d'une diminution, du moins une stabilisation, entre 1992 et 2006 de la part des étudiants issus de milieux ouvrier et employé en première année [voir graphique, p. 112].

D'autre part, l'accès aux classes préparatoires aux grandes écoles reste fortement inégalitaire avec un *odds ratio* stable dans le temps de 7,1 entre les enfants de cadres et les enfants d'ouvriers<sup>5</sup>. Au sein du système des classes préparatoires, celles préparant aux écoles

de commerce possèdent d'ailleurs le recrutement le plus sélectif socialement<sup>6</sup> : la part des enfants de cadres du privé, des professions libérales et des patrons de l'industrie et du commerce est de cinq points supérieure aux autres filières. Dès lors se pose la question des conditions sociales et matérielles qui ont permis aux boursiers d'HEC et de l'ESSEC d'être des « survivants d'une très forte sursélection<sup>7</sup> ».

### « Avantages secondaires » et mobilisation des familles

Les « miraculés scolaires » issus des régions dominées de l'espace social et engagés dans les trajectoires longues et sélectives de l'enseignement supérieur se distinguent tout d'abord de leur catégorie d'origine par des « avantages secondaires<sup>8</sup> » liés aux propriétés sociales relatives de leur famille<sup>9</sup>. En effet, malgré la faible capacité des parents à aider directement leurs enfants dans leurs devoirs par exemple, ceux-ci apparaissent très mobilisés dans le suivi de la scolarité (contrôle de l'assiduité, des notes, de la tenue des cahiers, etc.) et favorisent le travail en portant les valeurs méritocratiques de l'école<sup>10</sup>. Pour les parents de A., électricien dans une PME et employée d'une agence de voyage après un BTS tourisme, les études supérieures constituent clairement une voie privilégiée d'ascension sociale (accès à un meilleur métier, à la sécurité de l'emploi, etc.) : « Ils me poussaient à faire des études. Eux, ils n'en ont pas fait. [...] Du coup, ils se retrouvent dans des emplois pas très valorisants pour eux et ils en sont très frustrés. Alors, sans savoir vraiment vers où nous guider, ils nous ont toujours poussées à faire des études pour ne pas qu'on regrette d'avoir des limites ». Au-delà du désir de réparation symbolique, l'école constitue en effet un mythe particulièrement mobilisateur pour les familles en ascension sociale dépourvues de tout patrimoine productif ou commercial, « comme moyen de rompre avec l'exclusion sociale par l'appropriation du capital culturel, de valoriser la force de travail<sup>11</sup> ».

2. P. Bourdieu et M. de Saint Martin, *art. cit.*, p. 18. Des filières d'admission parallèle permettent, après une licence, d'entrer directement en 2<sup>e</sup> année d'école ; nous ne les aborderons pas ici.

3. Claude Thélot et Louis-André Vallet, « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », *Économie et statistique*, 334, 2000, p. 3-32 ; Valérie Albouy et Thomas Wanecq, « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », *Économie et statistique*, 361, 2003, p. 27-52.

4. Michel Euriat et Claude Thélot, « Le recrutement social de l'élite scolaire en France », *Revue française de sociologie*, 36(3), 1995, p. 403-438. Euriat et Thélot classent parmi les « enfants de milieu populaire » ceux

qui ont un père paysan, employé, ouvrier, artisan ou commerçant, contrairement à Albouy et Wanecq qui excluent de cette catégorie les employés.

5. Marie Duru-Bellat et Annick Kieffer, « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités », *Population-F*, 63(1), 2008, p. 123-160. Le chiffre établi par Duru-Bellat et Kieffer concerne l'accès aux « filières d'élite », c'est-à-dire classes préparatoires aux grandes écoles et facultés de médecine. Des études ont toutefois nuancé l'apport de la méthode statistique des *odds ratio* à l'analyse des inégalités scolaires. Sur ce point, voir Franck Poupeau et Sandrine Garcia, « La mesure de la "démocratisation" scolaire. Notes sur les usages sociologi-

ques des indicateurs statistiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 149, septembre 2003, p. 74-87.

6. Christian Baudelot et al., « Évolutions historique, géographique, sociologique des CPGE depuis 25 ans », communication au colloque *Démocratie, classes préparatoires et grandes écoles*, Paris, École normale supérieure, <http://www.prepas.org/communication/colloquedemocratie/>, 2003 ; Olivia Sautory, « La démocratisation de l'enseignement supérieur : évolution comparée des caractéristiques sociodémographiques des bacheliers et des étudiants », *Éducation & formations*, 74, 2007, p. 49-64.

7. P. Bourdieu et M. de Saint Martin, *art. cit.*, p. 28.

8. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 149.

9. C'est aussi le cas des ingénieurs issus de milieu ouvrier étudié par Jean-Paul Laurens, *1 sur 500. La réussite scolaire en milieu populaire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1992.

10. Sur la morale éducative des familles populaires, voir notamment Hélène Buisson-Fenet et Séverine Landrier, « Être ou pas ? Discrimination positive et révélation du rapport au savoir. Le cas d'une "prépa ZEP" de province », *Éducation et sociétés*, 21(1), 2008, p. 67-80.

11. Jean-Pierre Terrail, *Destins ouvriers : la fin d'une classe ?*, Paris, PUF, 1990, p. 85.

Les familles immigrées apparaissent d'autant plus mobilisées que leur projet d'ascension sociale a motivé une décision d'émigration coûteuse : parce que le projet migratoire prend sens dans la réussite des enfants, il implique en effet un fort investissement individuel et familial dans le jeu scolaire<sup>12</sup>. Immigré algérien de première génération, issu d'une famille de dix enfants, le père de F., aujourd'hui employé comptable dans une petite miroiterie de la banlieue parisienne, s'est ainsi fortement investi dans la scolarité de son fils, tant symboliquement que matériellement. À son entrée en 6<sup>e</sup>, il a décidé de lui faire abandonner l'usage de son prénom arabe afin de faciliter son intégration dans une institution privée catholique à Vincennes et éviter le collège de secteur. Il a aussi apporté une « aide diffuse<sup>13</sup> » sous forme de sanction (punitions pour les cahiers mal tenus) ou de gratification (récompenses pour les bulletins) qui a largement joué en faveur de l'application scolaire de F. La taille restreinte de la fratrie et le rang de naissance de F. (aîné) ont sans doute aussi constitué des facteurs favorables à son succès<sup>14</sup>.

#### *Du sens du jeu scolaire à l'excellence académique*

Si les déterminations singulières de la réussite scolaire des enfants issus de milieux défavorisés sont extrêmement complexes, il ressort cependant des entretiens que les boursiers d'HEC et de l'ESSEC ont tous entretenu un rapport heureux à l'école<sup>15</sup>. Lieu d'expériences gratifiantes, elle leur a permis d'établir une relation de plaisir avec l'apprentissage et le maniement des savoirs légitimes incarnés par des professeurs marquants. En même temps, leur réussite scolaire renforçait leur propension à s'investir dans l'école et l'effet de considération lié aux sanctions scolaires (note, classement, etc.) et familiales.

Chez certains boursiers, notamment les garçons<sup>16</sup>, le sens de la compétition scolaire a pris une tournure particulière liée à la conscience de la domination sociale, l'école constituant un terrain privilégié d'apprentissage des différences de classe. F. (fils d'employé comptable et d'assistante maternelle) n'a ainsi jamais douté de sa capacité à décrocher le bac, mais sa mention bien constitue une déception : « Je me dis "bien", c'est un truc moyen. Il y en a plein d'autres qui l'ont eue et j'étais meilleur qu'eux quelque part. »

L'expression renvoie à l'inégale dotation initiale des élèves que S. (fils de contremaître et de dactylo), premier de sa classe préparatoire au lycée Janson de Sailly, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a aussi largement perçue. Il en a fait un moteur de son investissement scolaire :

« – Tu étais bien classé en prépa ? »

S. : Oui, j'ai été major les deux années. En fait, non, je n'étais pas major tout le temps : c'est vraiment en deuxième année où j'ai instauré mon hégémonie sur presque toutes les matières, sauf la philo.

– Comment c'était perçu ? Ça créait des rivalités dans ta classe ?

S. : Non. J'avais juste l'impression que pour une fois, j'avais la possibilité de m'imposer, voire d'écraser un peu les autres. J'en profitais. Enfin, j'en profitais sans être méchant. [...] Parce qu'à Janson, j'ai toujours eu un complexe d'infériorité, qui était beaucoup rapporté à l'argent je crois. »

Enfin, rétrospectivement au moins, la réussite scolaire est vécue comme une libération individuelle. Pour P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale) qui a quitté pour la première fois son Jura natal après le baccalauréat, l'installation à l'internat du lycée du Parc de Lyon a constitué une réelle ouverture sociale :

« P. : J'ai été au primaire à Saint-Claude, puis dans un collège-lycée classé ZEP. L'ambiance était sympathique, mais je m'ennuyais. Avec les autres de ma classe, nous n'avions pas les mêmes centres d'intérêt. On était quinze. Et personne n'a poursuivi ses études, sauf moi. Quand je suis arrivée en prépa, à Lyon, c'était différent. Là, j'ai rencontré des gens qui étaient intéressés par plein de choses, des gens ouverts. J'ai beaucoup appris. »

En élargissant l'horizon des possibles, en engendrant une mobilité sociale et géographique (le choix des établissements scolaires et, surtout, des classes préparatoires provoque pour les familles modestes rurales un éloignement sans précédent), la réussite scolaire désenclave des particularismes locaux<sup>17</sup>. C'est pourquoi, si les sociologues de l'éducation ont beaucoup insisté sur la grande solitude qui entoure les transfuges de classe du fait de la distance culturelle qui sépare les familles populaires de l'école, l'expérience de ces jeunes peut être décrite en termes de « schizophrénie heureuse<sup>18</sup> ».

12. Zaihia Zéroulou, « La réussite scolaire des enfants d'immigrés. L'apport d'une approche en termes de mobilisation », *Revue française de sociologie*, 29(3), 1988, p. 447-470 ; Yaël Brinbaum et Annick Kieffer, « D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées. Ambition et persévérance », *Éducation & formations*, 72, 2005, p. 53-75.  
13. P. Bourdieu, *La Noblesse d'État...*,

op. cit. p. 36.

14. La plupart des boursiers enquêtés sont des aînés et sont issus de fratries restreintes.

15. « Vu que j'y arrivais, ça me plaisait » ; « quand tu es petit et que tu réussis bien, ça te donne envie de t'appliquer, tu réussis encore mieux », etc.

16. Sur l'effet de la socialisation genrée sur l'investissement scolaire différentiel

des filles et des garçons, voir Christian Baudelot et Roger Establet, *Allez les filles ! La révolution silencieuse*, Paris, Seuil, 2006 [1992].

17. J.-P. Terrail, *Destins ouvriers...*, op. cit.

18. Selon Lahire, le concept de « schizophrénie culturelle » désigne de manière métaphorique la distance qui sépare, chez les élèves de milieux populaires, le

« rapport au monde » formé au cours de la socialisation primaire de celui formé à l'école, et la forte tension psychologique qui en découle. Sous certaines conditions sociales toutefois, cette expérience peut apparaître comme « heureuse ». Voir Bernard Lahire, « La réussite scolaire en milieux populaires ou les conditions sociales d'une schizophrénie heureuse », *Ville-École-Intégration*, 114, 1998, p. 104-109.

## Encadré méthodologique

Ce travail prend appui sur une enquête ethnographique menée dans les deux écoles de commerce françaises les plus réputées, HEC et l'ESSEC<sup>1</sup>. En complément d'observations participantes réalisées sur les campus de Jouy-en-Josas et de Cergy, on a ainsi mené en 2007-2008 une série d'entretiens approfondis auprès d'une dizaine d'étudiants boursiers du Crous, en fin de scolarité ou déjà diplômés ; certains ont été rencontrés à plusieurs reprises, à des moments différents de leur parcours (césure, stage, cours, premier emploi). La bourse du Crous, fondée sur des critères de revenus, permettait d'objectiver le milieu social d'appartenance des enquêtés (les classes populaires) de façon beaucoup plus rigoureuse que les bourses sur critères sociaux attribuées par les écoles de commerce par le biais de leur fondation. En effet, les critères d'attribution de ces dernières restent relativement flous, mêlant l'excellence scolaire et une simple déclaration sur l'honneur concernant les revenus et le patrimoine. Ainsi, au cours de l'année académique 2006-2007, seuls 2,9 % des élèves d'HEC, soit 51 élèves toutes années de scolarité confondues, percevaient une bourse du Crous alors que l'école HEC versait une bourse dite « sociale » à 9,6 % de ses effectifs, soit 170 étudiants<sup>2</sup>. De fait, les élèves rencontrés sont issus de familles d'ouvriers (soudeur, opérateur, électricien, etc.) et de petits employés (assistante maternelle, secrétaire, infirmière, aide à domicile, etc.). Par ailleurs, depuis 1992, les statistiques administratives d'HEC

présentent la répartition des élèves selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de famille et la ventilation des bourses selon leur nature (bourse sociale, d'excellence académique et de mobilité) ; les rapports de placement, publics, et l'annuaire des élèves ont en outre donné des indications sur les différents débouchés.

Le choix de ces deux institutions présente, à notre sens, un triple intérêt. En effet, si Bourdieu considère dans *La Noblesse d'État*<sup>3</sup> l'enseignement supérieur comme un système caractérisé par son homologie avec le champ du pouvoir, les écoles de commerce tendent à se singulariser et leur attractivité se renforce comme en témoigne la croissance continue de leurs effectifs depuis le début des années 1990<sup>4</sup>. De surcroît, les grandes écoles de commerce constituent un sous-espace de l'enseignement supérieur où les atouts extra-scolaires sont particulièrement importants et à l'entrée duquel la sélection sociale est la plus forte. L'expérience des différences de classe y est en quelque sorte décuplée et la distance économique et culturelle entre les transfuges de classe et leurs condisciples y atteint son maximum. Enfin, peu de publications monographiques sur les écoles de commerce ont été tirées de l'enquête conçue par Bourdieu et son équipe à la suite de la parution des *Héritiers*, dont le principal objectif était d'appréhender le champ des institutions de l'enseignement supérieur dans son ensemble. Réalisée de 1966 à 1969, elle a en effet d'abord concerné les cinq institutions considérées



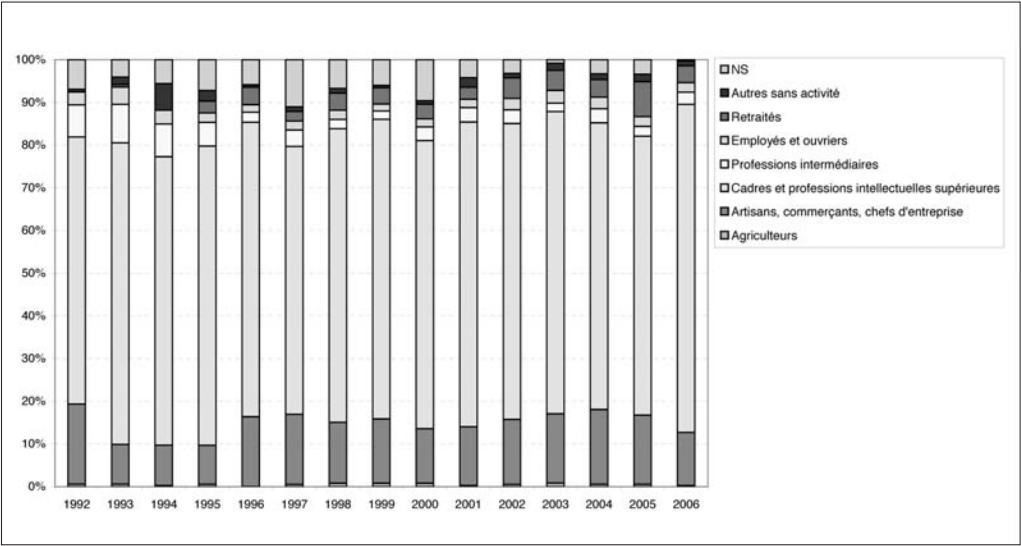
comme constitutives du champ des grandes écoles, formant un système d'oppositions pertinentes – l'ENS Ulm, l'École polytechnique, l'École nationale d'administration, l'École des hautes études commerciales et l'Institut national agronomique – avant d'être étendue à d'autres écoles considérées alors comme des écoles de second rang (Sciences Po, ESSEC, écoles d'ingénieurs, etc.). Certes, les questionnaires sur l'origine sociale et les pratiques culturelles des étudiants ont été complétés par des enquêtes ethnographiques menées à l'échelle de chaque école, sous forme d'entretiens approfondis et d'observations. À HEC, le taux de réponse aux questionnaires a été de 68 %, un score relativement élevé par rapport au reste de l'échantillon. Des sources secondaires ont en outre été mobilisées afin de compléter l'analyse des conditions de production et de reproduction du champ des grandes écoles. Ainsi, pour HEC, deux enquêtes ont permis de préciser le lien entre le devenir professionnel des anciens élèves, l'origine sociale et le rang de sortie de l'école : « l'enquête sur la situation des HEC en 1964, promotions de 1920 à 1962 comprises », réalisée par l'association des anciens élèves et « l'enquête socio-professionnelle HEC » réalisée en 1971 par l'administration. Toutefois, la monographie consacrée à HEC par l'historien Marc Meuleau à l'issue de cette enquête collective<sup>5</sup> se fonde sur une approche essentiellement institutionnelle<sup>6</sup>. Dès lors on peut considérer l'annexe méthodologique de *La Noblesse d'État* comme une invitation à poursuivre des travaux engagés depuis plus de trente

ans sur le système de formation des élites et à explorer empiriquement le fonctionnement des grandes écoles en tentant d'« ouvrir la boîte noire ».

1. Le classement des grandes écoles de commerce est toujours soumis à discussion tant il est l'objet d'enjeux symboliques et financiers. Toutefois, HEC et l'ESSEC figurent en tête de la majorité des classements et sont les plus prisées par les candidats admis dans plusieurs établissements.
2. Chiffres fournis par la direction d'HEC. Par comparaison, 8 % des étudiants inscrits en CPGE percevaient une bourse du Crous en 2002-2003, et 22 % des bacheliers, toutes sections confondues. Voir Christian Baudelot et al., « Évolutions historique, géographique, sociologique des CPGE depuis 25 ans », communication au colloque *Démocratie, classes préparatoires et grandes écoles*, Paris, École normale supérieure, 2003. La communication est disponible sur le site [www.prepas.org/communication/colloquedemocratie/](http://www.prepas.org/communication/colloquedemocratie/). Voir aussi Christian Baudelot et al., « Les CPGE au fil du temps », *Dossier de la DEP*, 146, 2003.
3. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.
4. À la rentrée 2008, près de 96 000 étudiants étaient ainsi inscrits dans une école de commerce, tous types confondus (i.e. les écoles de commerce reconnues par l'État et visées par le ministère, celles reconnues mais non visées, et celles non reconnues et non visées). Leurs effectifs ont doublé entre 1990-1991 et 2008-2009, sans commune mesure avec l'évolution de la démographie étudiante. Pour plus de précisions, voir « Les étudiants. Repères et références statistiques. Édition 2009 », Département de l'évaluation, de la prospective et de la performance, ministère de l'Éducation nationale.
5. Marc Meuleau, *Histoire d'une grande école, HEC 1881-1981*, Paris, Dunod, 1981.
6. De même que l'ouvrage de Marc Nouschi, *HEC. Histoire et pouvoir d'une grande école*, Paris, Robert Laffont, 1988. La thèse de doctorat de Henri Le More, « Classes dirigeantes, classes possédantes. Essai sociologique sur l'École des Hautes Études Commerciales », Paris, EHESS, 1976, constitue, à ce titre, une contribution originale en apportant des éléments tant institutionnels et historiques que des données sociodémographiques sur les élèves.

Graphique

CSP du chef de famille des étudiants (actifs) de 1<sup>re</sup> année à HEC



Source : Groupe HEC.



### Relation pédagogique et cadre institutionnel de la classe préparatoire

La sociologie de l'éducation a bien montré comment les inégalités d'orientation redoublent habituellement l'effet des inégalités sociales devant l'école<sup>19</sup>. Elle a aussi largement souligné le rôle de l'autocensure qui caractérise les élèves de milieux défavorisés dans leur élimination précoce du jeu scolaire<sup>20</sup>. Les entretiens font apparaître que leur réussite scolaire exceptionnelle avait au contraire été rendue possible par la qualité de la relation pédagogique établie entre ces élèves sur-mobilisés<sup>21</sup> et certains de leurs professeurs. Non seulement ces derniers jouent un rôle stratégique dans l'accès à l'information pour l'orientation post-bac des enfants d'ouvriers : 76 % d'entre eux, lorsqu'ils s'inscrivent en classe préparatoire, déclarent avoir été informés par leurs professeurs et 17 % par leur famille, une proportion inverse de celle des enfants de cadres<sup>22</sup>. Mais certains professeurs ont aussi prodigué des conseils déterminants dans les décisions d'orientation d'étudiants boursiers mobilisés. C'est le cas pour S. (fils de contremaître et de dactylo) :

« – Comment t'es-tu décidé à faire une prépa ?

S. : À cette époque [en 1<sup>ère</sup> ES au lycée de Compiègne], je ne connaissais pas encore l'existence des prépas, ni celle des écoles de commerce d'ailleurs. C'est en milieu de terminale que ma prof d'éco m'a parlé des prépas. C'est grâce à elle que j'ai été amené à choisir une prépa EC parce que mes parents ne connaissaient pas les prépas et qu'ils n'ont jamais vraiment parlé avec moi d'orientation post-bac.

– Et pourquoi as-tu choisi le lycée Janson de Sailly ?

S. : C'est ma prof d'éco qui m'a dit. On a regardé les classements ensemble. Moi, je ne savais pas du tout ce que c'était et j'avais un peu peur d'aller à Paris, sachant que c'étaient les meilleures prépas. Je ne savais pas trop ce que valait mon petit lycée de province. Et c'est elle qui m'a dit : « en fonction de ton classement, tu peux taper là et là ». »

Fins connaisseurs des hiérarchies scolaires, certains professeurs aident ainsi les élèves et leurs familles faiblement acculturés à l'école à choisir les « bons » établissements et, grâce à leur sens du placement, évaluent leurs chances réelles d'y être admis ; ils remplissent aussi une fonction de réassurance, soutenant symboliquement les élèves dans leur démarche.

En outre, le cadre pédagogique et institutionnel de la classe préparatoire aux écoles de commerce semble avoir été favorable aux étudiants des classes populaires. D'une part, attentes et règles du jeu sont explicitées et contrôlées régulièrement, contrairement à l'université qui sanctionne davantage l'autodiscipline<sup>23</sup>. D'autre part, la classe préparatoire aux écoles de commerce propose un enseignement généraliste tout en valorisant fortement les mathématiques aux concours, une discipline formalisée qui requiert moins de familiarité avec la culture savante que les matières littéraires. Un fort investissement scolaire peut donc compenser l'écart initial de capital culturel. Ces conditions ont souvent été déterminantes pour P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale) : « J'ai eu un plus grand choc en entrant à HEC qu'en allant en prépa. La prépa, c'était un univers que je maîtrisais, d'abord parce que c'était un univers scolaire. On était très bien encadré et puis on était évalué sur des connaissances liées à un programme précis, pas sur les à-côtés. Si tu travaillais bien, tu y arrivais. » Classée 2<sup>e</sup> au concours général d'HEC à l'issue de l'écrit grâce à sa note en mathématiques (20/20), épreuve au plus fort coefficient, elle termine 6<sup>e</sup> à cause d'une mauvaise note à l'oral à l'épreuve de culture générale. Alors que l'oral valorise davantage l'aisance sociale, c'est l'écrit et plus particulièrement les mathématiques qui jouent un rôle central dans la réussite de la plupart des boursiers<sup>24</sup>.

Au final, si le choix de la classe préparatoire apparaît en premier lieu lié à l'inertie des résultats scolaires, il répond davantage à une logique affinitaire (pour les matières enseignées) et auto-éliminatoire (des autres filières jugées plus sélectives)<sup>25</sup> qu'à une logique de professionnalisation basée sur la connaissance préalable de l'espace des écoles de commerce et de leurs débouchés, comme l'explique P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale) : « Tu étais en terminale S, tu es bon élève, tu n'aimes pas trop la physique et la bio. En même temps, tu n'es pas assez littéraire pour faire une khâgne. Du coup, la prépa HEC, c'est un bon compromis. Tu fais donc ta prépa comme ça, et tu te retrouves en école de commerce, sans vraiment avoir compris le chemin que tu prenais. Ça n'a plus rien à voir avec de la philo ou des maths. [...] En même temps, quand tu n'as personne qui a fait ce genre d'études dans ta famille, tu ne sais pas,

19. À valeur scolaire comparable, les professeurs orientent davantage les enfants d'ouvriers vers les filières courtes et professionnalisantes. Voir Jean-Pierre Terrail, *De l'inégalité scolaire*, Paris, La Dispute, 2002.

20. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964.

21. Stéphane Beaud et Sylvie Beaud-

Deschamps, « Regards croisés sur la démocratisation scolaire », *Mouvements*, 30, 2003, p. 124-131.

22. C. Baudelot et al., « Évolutions... », *op. cit.*

23. Voir Stéphane Beaud, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002.

24. R. (fils d'agent électricien de la SNCF et d'assistante maternelle à tierce temps et femme

de ménage) et F. (fils d'employé comptable et d'assistante maternelle) ont aussi eu de meilleurs résultats en mathématiques qu'en philosophie (5/20 pour R.), en contraction de texte (8/20) ou en entretien de personnalité » (1,75/20 pour F. à l'ESSEC : « ma plus grosse tôle de tous les oraux : j'avais pas du tout accroché avec les mecs, rien n'avait marché, il n'y avait pas un moment où je les

avais sentis captivés par mon discours »).

25. C'est sans doute en ce sens qu'il faut comprendre le refus de certains boursiers de se présenter à l'oral de l'ENS Cachan, auquel l'admission à HEC leur ouvre droit. Il semble aussi que les boursiers méconnaissent cette passerelle qui ne constitue pas un débouché majoritaire, ni même valorisé par les étudiants des CPEC.

tu te fais des idées, mais tu ne peux pas savoir. » L'entrée à HEC et à l'ESSEC vient ainsi consacrer ces parcours scolaires sans faute.

## Étudier à HEC et à l'ESSEC : une « réussite insouciantes<sup>26</sup> » ?

### *Le nouveau cadre d'études*

Les enjeux sociaux de la scolarité à HEC ou à l'ESSEC apparaissent à travers le cadre pédagogique de ces écoles, situées à mi-chemin du monde professionnel par leurs liens avec les entreprises (en termes de financement, d'acteurs et de débouchés) et de l'univers académique par leurs liens avec le système des classes préparatoires et des grandes écoles<sup>27</sup>. Ces institutions constituent en effet une nouveauté pour les étudiants au moins à trois points de vue. D'une part, leur approche pédagogique est radicalement différente de celle des classes préparatoires qui consacrent un savoir pur et désintéressé. L'enseignement de gestion (comptabilité, finance, ressources humaines, etc.)<sup>28</sup> est basé sur l'étude de cas afin d'instaurer des réflexes opérationnels et de favoriser l'insertion professionnelle. Les élèves sont aussi moins évalués sur leurs performances scolaires, comme en témoignent le passage à un système de notation par lettre (HEC), beaucoup plus souple, lors de QCM et d'exposés, ainsi que l'absence de classement<sup>29</sup>. D'autre part, la vie associative<sup>30</sup> fait partie intégrante du nouveau cadre d'études et est encouragée par l'administration, qui fournit locaux et financements. Parce qu'elles sont censées conférer aux étudiants la maîtrise de compétences formelles (gestion de budget, organisation d'événements, recherche de sponsors, etc.) et informelles (sociabilité professionnelle, constitution et entretien d'un carnet d'adresses, etc.), certaines responsabilités associatives sont mêmes validées dans le cursus des étudiants. Enfin, hormis le cadre contraignant de la première année consacrée à l'enseignement obligatoire des « fondamentaux », c'est-à-dire les sciences de gestion relatives aux grandes fonctions de l'entreprise, l'organisation de la scolarité est flexible et les parcours des étudiants sont nettement individualisés<sup>31</sup>. D'une durée officielle de trois années (durée pendant laquelle les étudiants

s'acquittent des frais de scolarité), la scolarité s'étale en moyenne sur quatre ans du fait des obligations de stage et de séjour à l'étranger.

Tout se passe donc comme si, après le recrutement par concours selon des critères purement scolaires chargé de conférer une légitimité intellectuelle à leurs lauréats, HEC et l'ESSEC prenaient leurs distances avec le monde académique. La systématisation des stages en entreprise, le contact répété avec des hommes d'affaires ainsi que la place prise par la vie associative doivent, autant que les différents enseignements, permettre aux étudiants de se préparer aux métiers de l'encadrement auxquelles l'école les destine. Mais le nouveau cadre institutionnel implique un « processus de dé-socialisation scolaire ("déscolarisation") puis re-socialisation au monde de l'entreprise », qui peut se trouver à l'origine de la « crise d'identité » que traversent certains boursiers en première année<sup>32</sup>.

### *La difficile reconversion des dispositions scolaires : le cas de la première année*

En effet, alors qu'une majorité d'élèves d'HEC et de l'ESSEC semble vivre une expérience « enchantée » en école de commerce du fait de l'ajustement de leurs dispositions à la position de ces écoles dans l'espace social, le décalage entre les attentes nourries par les professeurs de classe préparatoire et la réalité des grandes écoles peut générer de la déception chez les étudiants boursiers. Au cœur du processus de conversion des dispositions scolaires en aptitudes « managériales », la première année constitue ainsi souvent pour eux une étape douloureuse<sup>33</sup>. F. (fils d'employé comptable et d'assistante maternelle), en prépa au lycée Lavoisier, a mis un an à prendre ses repères :

« F. : C'était bizarre la première année. J'avais que mes deux potes de prépa, on s'est fait quelques autres potes, mais je n'étais pas dedans. J'étais encore en prépa dans la tête. Avec mes potes, on disait que les cours étaient nuls. Je me faisais chier. Donc j'ai quasiment mis un an à être bien dedans, mais après, j'étais vraiment à fond, je me suis beaucoup épanoui. »

Alors que F. ne dispose pas des ressources valorisées par l'institution (aisance, capital social, etc.), sa scolarité hors des grandes prépas parisiennes, publiques ou

26. On reprend ici le titre d'un article qu'un ancien élève d'HEC, Antoine Jacques, avait fait paraître dans la revue *Esprit* en 2006 et par lequel il désignait le mode heureux et déréalisant sur lequel la grande majorité des étudiants vivaient leur scolarité à HEC. Voir Antoine Jacques, « HEC, la réussite insouciantes », *Esprit*, octobre 2006, p. 75-88.

27. Marie-Emmanuelle Chessel et Fabienne Pavis, *Le Technocrate, le patron et le professeur. Une histoire de l'enseignement supérieur de gestion*, Paris, Belin, 2001 ; Yves-Marie Abraham, « Du souci scolaire au sérieux managérial, ou comment devenir un HEC », *Revue française de sociologie*, 48(1), 2007, p. 37-66.

28. L'enseignement des sciences huma-

nes semble plus présent à l'ESSEC qu'à HEC en raison de la tradition humaniste de l'école. Voir Valérie Languille, « De l'école catholique à la grande école : l'ESSEC », *Entreprises et Histoire*, 14-15, 1997, p. 47-63.

29. En dehors de la « liste du président », honorifique, sur laquelle figurent les dix meilleurs élèves de la promotion.

30. HEC recense plus de 80 associations et l'ESSEC, une centaine. En réalité, seules une vingtaine d'entre-elles sont actives.

31. C'est en première année que les étudiants ont le plus de cours : une trentaine d'heures hebdomadaires environ.

32. Y.-M. Abraham, art. cit., p. 46-47.

33. Y.-M. Abraham, art. cit.

privées, le prive des ressources secondaires liées à la possession durable d'un réseau d'anciens élèves et qui lui permettraient, par exemple, d'avoir une connaissance préalable des codes de l'institution. Il mobilise ainsi des critères de jugement scolaires dans un contexte où l'administration ne sanctionne plus l'excellence académique, accordant un intérêt égal à la prise de responsabilité associative et à la qualité des expériences professionnelles effectuées. D'autres boursiers ont surinvesti le travail académique comme R. (fils d'agent électricien de la SNCF et d'assistante maternelle à tiers temps et femme de ménage) qui, craignant « de se retrouver avec des gens super forts, où [il] allait devoir cravacher comme un malade pour pouvoir suivre les cours », a fiché des livres et manuels de gestion. P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale), assidue à la bibliothèque, a aussi fini au côté de S. (fils de contremaître et de dactylo) dans la Liste du président d'HEC.

Préoccupés par leurs résultats scolaires, ces élèves apparaissent à rebours de la nouvelle hiérarchie sociale en vigueur. En stigmatisant les « polards<sup>34</sup> », leurs camarades de promotion affirment en effet leur refus de la compétition scolaire au profit de la sociabilité étudiante et du hors-travail, scandé par une série d'événements emblématiques du prestige et du pouvoir économique des écoles de commerce : campagnes pour l'élection du Bureau des élèves (BDE), tournois, spectacles, soirées du jeudi, etc. C'est clairement l'enjeu du week-end d'intégration, dont le nom apparaît usurpé selon S. (fils de contremaître et de dactylo) :

« S. : Je n'étais pas encore sur le campus quand on m'a demandé pendant l'été de faire un chèque de 500 euros au BDE pour la cotisation et le week-end d'intégration [...] Tu n'es pas obligé, mais alors je me souviens d'une petite note du BDE qu'ils te mettaient avec le bulletin d'inscription : tu cochais « oui » ou « non je ne veux pas participer au week-end d'intégration et rester toute ma vie pendant l'école tout seul dans mon coin », ou je ne sais pas quoi. Donc clairement, sans savoir de quoi il s'agissait, tu te disais putain, il faut que j'y aille ! (rires) [...] Clairement, ce n'est pas ça qui te permet de t'intégrer. »

#### *Le coût financier des études : un obstacle plus symbolique que réel ?*

Régulièrement réévalué, le coût de la scolarité en première année s'élève, à la rentrée 2008, à plus de 8 300 euros à HEC et 8 400 euros à l'ESSEC, auquel

s'ajoutent les dépenses courantes, de sociabilité et de logement. Si les frais d'école constituent davantage un investissement qu'un obstacle à la poursuite des études pour une majorité d'élèves favorisés et/ou amenés à occuper des fonctions rémunératrices, il en va différemment pour les boursiers. En effet, l'inégale rentabilité du diplôme sur le marché du travail [voir *infra*, p. 117 sq.] et la relative méconnaissance des différents modes de financement<sup>35</sup> par les familles modestes, pourtant les principales intéressées, peuvent générer un lourd effort financier. Le prépaiement de la moitié des frais de scolarité en première année a ainsi conduit N. (fils d'employé de la direction départementale de l'équipement et d'assistante maternelle) à contracter un emprunt de 21 500 euros en dehors du circuit des banques partenaires, au taux du marché, qui a pesé sur ses choix de stage et de spécialisation professionnelle.

Certes, les écoles de commerce contribuent aux frais de scolarité des plus défavorisés grâce à leurs fondations notamment. Mais le statut de boursier demeure un stigmate dans des institutions où le capital économique est érigé en valeur et constitue l'un des principaux critères de réussite sociale. Le poids du stigmate nuit ainsi à l'appropriation des systèmes d'aides par les étudiants boursiers, qui restent relativement isolés les uns des autres et n'évoquent pas, ou que de façon ironique, comme pour s'en distancier, leurs origines sociales. Il arrive ainsi à R. (fils d'agent électricien de la SNCF et d'assistante maternelle à tiers temps et femme de ménage) de présenter ses parents comme des « bouseux » en référence à leurs origines paysannes et provinciales.

#### *L'expérience du sur-classement social*

Enfin, l'élément le plus violent symboliquement de la scolarité à HEC et à l'ESSEC est sans doute le contact prolongé avec les classes supérieures et en particulier la bourgeoisie d'affaires parisienne. En effet, alors que l'organisation en campus implique une socialisation continue par les pairs, la surreprésentation des classes dominantes et de leurs fractions fortement dotées en capital économique s'accroît par rapport aux classes préparatoires : 67,7 % des élèves de première année scolarisés à HEC entre 1990 et 2006 sont des enfants de « cadre ou membre des professions intellectuelles supérieures<sup>36</sup> » ; les milieux populaires, c'est-à-dire employés et ouvriers, représentent 2,6 % du total [voir *tableau 1*, p. 118]. En comparaison, en CPEC, la part

34. D'après le journal étudiant *L'Impertinent* de l'ESSEC, un « polard » est un « être nuisible dont le but ultime est d'éviter les mauvaises notes, voire, pour la pire espèce, d'obtenir les meilleures. Inconscient du fait qu'il existe des choses plus intéressantes dans

l'existence, il travaille comme en prépa et met en péril la vie de ses petits camarades qui ne font pas comme lui ».

35. Il existe diverses sources de financement pour les étudiants : les bourses des fondations, les prêts d'études à taux

préférentiel des établissements bancaires partenaires, les stages, notamment dans les secteurs du conseil et de la finance où la rémunération peut atteindre 2 000 euros nets par mois, les missions des Juniors Entreprises (associations professionnelles

d'étudiants qui réalisent des études pour le compte d'entreprises), le système d'apprentissage qui permet aux étudiants de l'ESSEC de financer deux tiers de leur scolarité.

36. Dont 17,5 % pour les professions libérales et 35,2 % pour les cadres du privé.

des étudiants des milieux supérieur et populaire, relativement stable depuis 1996, s'établit respectivement à 51,1 % et à 8,6 % du total en 2002-2003<sup>37</sup>.

Ces catégories statistiques recouvrent en partie les catégories indigènes mobilisées par les étudiants pour décrire, à partir des positions associatives et des cercles de sociabilité, mais aussi de l'*hexis* corporel et des choix vestimentaires, les appartenances de classe en école de commerce. Ayant traversé tout le spectre social, habitué depuis l'école à faire l'expérience des frottements entre mondes sociaux, S. (fils de contremaître et de dactylo) se révèle comme la plupart des autres boursiers particulièrement sensible à ces signes distinctifs<sup>38</sup> :

« S. : J'ai eu un immense choc en arrivant de chez moi en prépa, dans l'environnement du XVI<sup>e</sup>. Je ne me suis pas du tout intégré facilement. Et alors là, quand je suis arrivé à HEC, je me suis dit que c'était encore un niveau au-dessus, qu'il y avait encore plus de tunes !

— Et tes parents, ils sont déjà venus à HEC ?

S. : Mon père, il y a mis les pieds une seule fois, lors de la cérémonie d'accueil des parents en début de 1<sup>ère</sup> année. Il m'a dit : « Dis donc, c'est une école de riches dans laquelle tu nous as amenés ! »

Je lui ai dit : « Bah oui. » Mais même pour mon père, à son âge, ça a été impressionnant. »

### Valeur sociale des étudiants et conséquences sur la sociabilité amoureuse

Si les boursiers, comme nous l'avons vu, sont moins investis dans les activités extra-scolaires au profit du travail académique, ils ne restent pas pour autant en marge de la vie associative. Or, de même que les associations sont nettement hiérarchisées en fonction de leur budget et de leur finalité (sportive, culturelle, humanitaire, etc.), les positions occupées au sein de celles-ci sont très différenciées en termes de responsabilités et de prestige. La fonction de président du bureau des étudiants (BDE) par exemple, fortement valorisée, est aussi plus souvent occupée par des enfants de la bourgeoisie économique<sup>39</sup> ; les boursiers sont davantage membres des associations humanitaires et, dans une moindre mesure, sportives, sans forcément avoir de responsabilité spécifique. Homologue à l'es-

pace professionnel, l'espace des associations apparaît investi par les étudiants en fonction de leurs propriétés sociales ; il participe en retour à construire leur valeur sociale sur le campus.

La vie associative, au cœur de la sociabilité étudiante en école de commerce, est en effet fortement médiatisée dans les journaux, listes de diffusion électroniques et sites internet<sup>40</sup>. Accélérant la circulation de l'information sur le campus, cette médiatisation participe à la réputation des « stars », encore appelées « people » du fait de leur fort capital social et symbolique, et des « nobody<sup>41</sup> » (de l'anglais *nobody*), des étudiants que leur investissement dans des scènes peu valorisées socialement conduit à l'invisibilité sociale. Elle renforce aussi le contrôle social lié à la forte interconnaissance et nuit à la sociabilité amoureuse des étudiants issus des fractions dominées de l'espace social. L'assurance sociale nécessaire à l'exposition de soi et à l'affirmation de ses choix amoureux a en effet manqué à P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale) :

« P. : À HEC, ce que tu fais ne t'appartient pas. Moi, je ne voulais pas prêter le flan à la critique. Parce que comme ce sont des gens intelligents, les critiques sont toujours très virulentes et acerbes. Alors je me suis effacée. [...] Je ne voulais pas avoir d'expérience amoureuse à HEC. J'ai eu une opportunité une fois, mais je me sentais mal. Je savais que tout le monde l'aurait su très rapidement. »

En raison des valeurs de virilité particulièrement fortes sur le campus, l'homosexualité de certains étudiants boursiers est venue s'ajouter à leur relative relégation sociale<sup>42</sup>. Les chansons homophobes qui circulent dans l'école participent en effet de la stigmatisation récurrente des homosexuels et a conduit S. (fils de contremaître et de dactylo) à renoncer à s'entraîner au club d'aviron d'HEC. De même, N. (fils d'employé de la direction départementale de l'équipement et d'une assistante maternelle), longtemps resté discret sur son orientation sexuelle, a quitté l'équipe de football pour rejoindre un club en banlieue parisienne :

« N. : Sur le campus, ce n'est pas très bien vu d'être homosexuel. [...] Mon premier petit copain à HEC, c'était caché. Après, je me cachais moins, mais

37. La comparaison n'est qu'indicative étant donnée la période de référence différente entre les deux enquêtes. Les données fournies par l'administration d'HEC sont agrégées, il n'a donc pas été possible d'isoler l'année 2002-2003. Par ailleurs, la prise en considération du statut des mères gonflerait sans doute les résultats étant donnée la structure du marché du travail. Voir C. Baudelot et al., « Évolutions... », op. cit.

38. Les étudiants des grandes écoles issus de milieu modeste ont aussi moins souvent

que les autres le sentiment d'appartenir à une « grande famille ». Voir Gilles Lazuech, *L'Exception française. Le modèle des grandes écoles à l'épreuve de la mondialisation*, Rennes, PUR, 1999.

39. P. Bourdieu, *La Noblesse d'État...*, op. cit. ; G. Lazuech, *L'Exception française...*, op. cit. ; Y.-M. Abraham, art. cit.

40. Bien que le site internet *Sortie Vauhallan*, du nom de la sortie d'autoroute qui mène à HEC, ait été interdit par la direction de l'école, il continue de divulguer des informations

sur l'actualité de la vie étudiante à HEC. Une boîte permet aux étudiants de déposer des « dépêches » qui sont ensuite mises en forme et postées anonymement sur le site. Comme le formule l'un d'entre eux (S., fils de contremaître et de dactylo), *Sortie Vauhallan* s'apparente à « une secte » : « C'est là où se crée toute la mythologie autour des stars et où sont stigmatisés tous les gens qui ne sont pas dans le système HEC ».

41. D'après le journal de l'ESSEC *L'Impertinent*, « le nobody, du latin "non" (pas

de) et "bodus" (le corps), est le lointain cousin du dahu. On ne le voit ni aux soirées, ni aux bouffes, ni au Foy's, ni nulle part. En fait, il ne sert pas à grand-chose si ce n'est à augmenter les statistiques de présence aux cours et remplir les locaux d'assocés telles que Citizen Care, ECI ou le Club Aviron ».

42. Il existe depuis dix ans une association *gay friendly* sur le campus d'HEC ; elle semble toutefois avoir une existence embryonnaire.



je ne faisais pas de militantisme non plus. Du coup, ça a dû se savoir au club de foot et ça a été limite hostile. Il y a des gens qui ne me parlaient plus. »

Il est difficile de distinguer, dans l'expérience de N., ce qui relève du racisme de classe de l'homophobie. Le cumul de propriétés stigmatisantes (boursier, homosexuel) l'a toutefois conduit à être en porte-à-faux vis-à-vis du groupe dominant et à s'éloigner progressivement du campus.

## « Choisir » un métier : orientation professionnelle et rendement du diplôme

### *L'espace des positions socioprofessionnelles à la sortie d'école*

HEC et l'ESSEC affichent des taux d'insertion professionnelle proches de 100 % six mois après la fin de la scolarité. Si deux tiers des recrutements s'effectuent dans les métiers du conseil et de la finance suivis, de loin, par le marketing et la vente<sup>43</sup>, les positions sont loin d'être équivalentes en termes de prestige, de rémunération et de pouvoir<sup>44</sup>. En outre, il apparaît que l'orientation des élèves dans les différents secteurs s'effectue autant selon des logiques professionnelles (maîtrise de compétences et choix d'une spécialité) que sociales (sélection et élimination de filières), comme le montre le tableau 2 [p. 120] relatif à la répartition des élèves de la promotion 2008 dans les différentes filières d'HEC. Les garçons sont surreprésentés dans les filières prestigieuses (finance, économie, entrepreneur) et techniques (management en nouvelles technologies, masters de recherche en économie)<sup>45</sup>.

Par ailleurs, si l'on ne dispose pas de statistiques sur l'origine sociale des étudiants des différentes filières, les entretiens ethnographiques montrent que les inégalités se logent aussi dans le processus de formation des « choix » professionnels. En effet, par leur socialisation familiale, une majorité d'élèves ont une perception relativement

claire de l'espace des positions professionnelles et peuvent jouer dès leur entrée en école la « stratégie du *curriculum vitae*<sup>46</sup> » : leur sens du placement leur permet de choisir des cours, stages et fonctions associatives rentables socialement et cohérents avec leur objectif professionnel, une qualité très appréciée dans les processus de recrutement. Au contraire, les élèves issus des fractions dominées de l'espace social ont une représentation partielle de l'univers des possibles et tendent à sous-estimer la rentabilité des investissements extrascolaires ainsi que de la sociabilité informelle dans le fonctionnement du marché du travail. Dès lors, leur scolarité prend un caractère hésitant perçu comme un signal négatif par les recruteurs et, en amont, par les jurys chargés d'affecter les étudiants dans les « majeures » (HEC), « chaires » et « filières » spécialisées à l'ESSEC<sup>47</sup>, au cours d'entretiens de motivation. C'est pourquoi il apparaît qu'aujourd'hui encore « la réussite professionnelle est beaucoup plus étroitement liée à l'origine sociale qu'à un indicateur de capital scolaire tel que le rang de sortie de l'école »<sup>48</sup>. En ce sens, l'apparente diversité d'orientation professionnelle des boursiers – de la fonction publique à l'audit – traduit l'inégal rendement du diplôme sur le marché du travail<sup>49</sup>.

### *Un placement sûr et rémunérateur : l'audit et la finance*

P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale), D. (fille d'un ouvrier promu petit commerçant et d'une ancienne vendeuse aujourd'hui femme au foyer) et F. (fils d'employé comptable et d'assistante maternelle) sont respectivement analyste de crédit, analyste financier et auditeur financier<sup>50</sup>. Ils ont tous trois choisi des métiers rémunérateurs même si leurs revenus, supérieurs à la moyenne des salaires d'embauche (48 500 euros bruts par an à HEC<sup>51</sup>), n'atteignent pas ceux des traders ou cadres des banques d'affaires qui bénéficient de très fortes primes, aussi appelées « bonus ». Au demeurant, ces professions ne jouissent

43. Voir les rapports de placement : *Enquête emploi et carrière - diplômés ESSEC MBA 2007* ([http://econtent.ESSEC.fr/mediabanks/ESSEC-PDF/Formations/ESSEC%20MBA/Enquete\\_emploi.pdf](http://econtent.ESSEC.fr/mediabanks/ESSEC-PDF/Formations/ESSEC%20MBA/Enquete_emploi.pdf)) et *Rapport de placement promotion 2007 - Grande école* (<http://www.hec.fr/hec/fr/ecole/documents/Rapport%20de%20placement%202007.pdf>).

44. La banque est le secteur le plus prestigieux du fait des hauts niveaux de rémunération et des compétences techniques qu'elle requiert (maître d'outils mathématiques formalisés), à l'inverse du marketing ou des ressources humaines. Une étude de la composition sociologique d'une salle de marché d'une grande banque d'affaires a souligné la surreprésentation des fractions des clas-

ses dominantes à fort capital économique, notamment dans les métiers du front office. Voir Olivier Godechot, *Les Traders. Essai de sociologie des marchés financiers*, Paris, La Découverte, 2005 [2001].

45. Compte tenu de leur surreprésentation dans les effectifs initiaux de la promotion. En effet, les filles représentent 41 % des effectifs totaux (élèves de classe préparatoire et admis sur titre). En CPEC, elles représentaient 60 % des effectifs en 2002-2003. Voir C. Baudelot et al., « Évolutions... », op. cit.

46. G. Lazuech, *L'Exception française...*, op. cit., p. 242.

47. À l'ESSEC, les étudiants ne sont toutefois pas tenus de choisir une spécialité, contrairement à HEC ; avec le système des

« cours à la carte », ils peuvent garder un profil généraliste.

48. P. Bourdieu, *La Noblesse d'État...*, op. cit., p. 236. La démonstration initiale de Pierre Bourdieu s'appuyait sur les deux enquêtes citées précédemment : *Enquête sur la situation des HEC en 1964* promotions de 1920 à 1962 comprises, et *Enquête socioprofessionnelle HEC 1971*.

49. Ces choix d'orientation ne sont pas définitifs. Aussi, une étude sur le devenir professionnel des étudiants boursiers pourrait, à défaut de suivre un panel, interroger les boursiers à un âge où les choix professionnels sont davantage stabilisés.

50. L'auditeur a pour tâche principale la certification des comptes d'entreprises ;

l'analyste de crédit réalise des études sur la situation financière des clients de la banque pour évaluer le niveau de risque encouru tandis que l'analyste financier est chargé du suivi approfondi des tendances de marchés.

51. Selon le *Rapport de placement de la promotion 2007 - Grande école*. Toutefois, seuls 350 des 483 diplômés ont répondu à l'enquête. La grille salariale est par ailleurs relativement étendue et les hauts salaires tirent la moyenne vers le haut : en 2007, 9,5 % des élèves gagnent plus de 80 000 euros bruts par an et 1,5 %, moins de 30 500 euros. Une importante proportion d'élèves (40,5 %) gagne entre 39 500 euros et 50 000 euros.

Tableau 1

**L'origine sociale des étudiants de HEC**

PCS niveau 1	PCS niveau 2	Nombre	Pourcentage
1. Agriculteurs	10 - Agriculteur exploitant	9	0,15 %
	11 - Agriculteur petite exploitation	5	0,08 %
	12 - Agriculteur moyenne exploitation	9	0,15 %
	13 - Agriculteur grande exploitation	9	0,15 %
Total agriculteurs		32	0,53 %
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	21 - Artisan	28	0,46 %
	22 - Commerçant et assimilé	126	2,08 %
	23 - Chef d'entreprise >= 10	686	11,33 %
Total artisans, commerçants, chefs d'entreprise		840	13,88 %
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	31 - Profession libérale	1 058	17,48 %
	33 - Cadre fonction publique	400	6,61 %
	34 - Professeur, profession scientifique	452	7,47 %
	35 - Profession de l'information, arts et spectacle	46	0,76 %
	36 - Cadre d'entreprise	153	2,53 %
	37 - Cadre administratif et commercial d'entreprise	1 130	18,67 %
	38 - Ingénieur et cadre technique d'entreprise	858	14,17 %
	Cadre supérieur	1	0,02 %
	Patron, profession libérale	1	0,02 %
Total cadres et professions intellectuelles supérieures		4 099	67,71 %
4. Professions intermédiaires	41 - Intermédiaire enseignement santé fonction publique	4	0,07 %
	42 - Instituteur et assimilé	20	0,33 %
	43 - Intermédiaire santé et travail social	27	0,45 %
	44 - Clergé et religieux	1	0,02 %
	45 - Intermédiaire administratif de fonction publique	18	0,30 %
	46 - Intermédiaire administratif et commercial l'entreprise	108	1,78 %
	47 - Technicien	56	0,93 %
	48 - Contremaître, agent maîtrise	25	0,41 %
	Cadre moyen	4	0,07 %
Total professions intermédiaires		263	4,34 %
5. Employés	51 - Employé fonction publique	3	0,05 %
	52 - Employé civil et agent service fonction publique	26	0,43 %
	53 - Policier et militaire	51	0,84 %
	54 - Employé administratif d'entreprise	37	0,61 %
	55 - Employé de commerce	8	0,13 %
	56 - Personnel service direct à particulier	3	0,05 %
Total employés		128	2,11 %

PCS niveau 1	PCS niveau 2	Nombre	Pourcentage
6. Ouvriers	61 - Ouvrier qualifié	4	0,07 %
	62 - Ouvrier qualifié type industrie	8	0,13 %
	63 - Ouvrier qualifié type artisanat	6	0,10 %
	64 - Chauffeur	2	0,03 %
	65 - Ouvrier qualifié manutention, magasin, transport	5	0,08 %
	66 - Ouvrier non qualifié	2	0,03 %
	68 - Ouvrier non qualifié type artisanat	1	0,02 %
	69 - Ouvrier agricole	3	0,05 %
Total ouvriers		31	0,51 %
7. Retraités	71 - Ancien agriculteur exploitant	1	0,02 %
	72 - Ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise	14	0,23 %
	73 - Ancien cadre et profession libérale	9	0,15 %
	74 - Ancien cadre	108	1,78 %
	75 - Ancienne profession intermédiaire	16	0,26 %
	77 - Ancien employé	2	0,03 %
	78 - Ancien ouvrier	2	0,03 %
	96 - Retraité	32	0,53 %
Total retraités		184	3,04 %
8. Autres sans activité	81 - Chômeur n'ayant pas travaillé	1	0,02 %
	82 - Sans activité professionnelle	7	0,12 %
	83 - Militaire du contingent	1	0,02 %
	85 - Inactif < 60 ans sauf retraité	44	0,73 %
	86 - Inactif > 60 ans sauf retraité	2	0,03 %
	Non actif	35	0,58 %
Total autres sans activité		90	1,49 %
9. NS	97 - Décédé	76	1,26 %
	98 - Autres	16	0,26 %
	99 - Non significatif	295	4,87 %
Total NS		387	6,39 %
Total		6 054	100,00 %

Source : Groupe HEC.

Note : Ces comptages portent sur les 6 054 étudiants qui, entre 1990 et 2006, ont été scolarisés en première année à HEC. L'indicateur utilisé pour l'origine sociale est la catégorie socio-professionnelle à laquelle se rattache le chef de famille. Dans la colonne correspondant au deuxième niveau, les intitulés non numérotés correspondent à des déclarations trop imprécises pour pouvoir être rattachées sans risque d'erreur à l'un des postes du niveau 2 de la nomenclature.



Tableau 2

**Les majeures des étudiants d'HEC de 4<sup>e</sup> année en 2007-2008**

<b>Majeure (ou spécialité)</b>	<b>total</b>	<b>dont filles</b>
Alternative management	17	9
Échanges internationaux et double diplôme avec une université de gestion étrangère	110	49
Économie	25	7
Entrepreneur	41	15
Finance	87	25
IFAC (information financière, audit, conseil)	23	14
Management des arts et de la création	15	7
Management public	10	3
Marketing	82	38
Masters de recherche	5	0
Management et nouvelles technologies	10	0
Projet, innovation et création	5	1
Prép'ENA	1	0
Quantitative Economics and Finance	15	5
Droit	34	18
Strategic Management	24	10
<b>Total</b>	<b>494</b>	<b>201</b>

Source : HEC, « Livret de la cérémonie de départ du 13 juin 2008 », statistiques établies par l'auteur.

Note : Ces comptages portent sur l'ensemble des élèves (admis à l'issue des classes préparatoires et à bac + 3) diplômés d'HEC en juin 2008.

pas du même prestige que les activités de marché ou la gestion de patrimoine en ce qu'elles apparaissent beaucoup plus routinières et procédurales, et qu'elles n'ont pas directement la charge de gros actifs. L'orientation professionnelle de ces boursiers s'apparente donc à une gestion prudente de leur diplôme<sup>52</sup>.

Si P., F. et D. assument leurs choix professionnels, leur parcours caractérisé par des stages dans les secteurs associatif et public, relativement rares en école de commerce, révèle une certaine ambivalence idéologique. Ils ont été acculturés aux valeurs de la gauche par leur socialisation familiale et le vote PCF, LCR ou Verts de leurs parents – à l'exception du père de D. C'est une des raisons pour laquelle F., issu de l'immigration algérienne, a commencé par un stage non rémunéré chez SOS Racisme avant de signer un contrat d'apprentissage avec la Société générale afin de financer ses études et de se spécialiser dans l'audit : « c'était un moment où je me disais que je pouvais faire un taf suivant le sens que je lui donnais, j'avais vraiment une répulsion par rapport au salaire ». Symboliquement, son ascension sociale est violente : le comptable saisit les écritures que l'auditeur vient contrôler. Matériellement, elle est nette : F. gagne en début de carrière plus de deux fois le salaire de son père. Cette ambivalence idéologique se retrouve chez P. (fille d'ouvrier opérateur et d'archiviste municipale), aujourd'hui analyste de crédit en Amérique du Sud pour le compte d'une grande banque d'affaires française. Après un premier stage dans le secteur public, elle justifie le choix de la banque par des aspirations matérielles :

« P. : Le public, c'est beaucoup de bureaucratie, et puis tu n'es pas reconnue pour ton travail. Dans le privé au moins, tu sais que tu as une bonne évolution de carrière, un bon salaire. À la limite, on ne s'en cache pas. Au départ, je faisais attention au contenu du travail mais maintenant, je fais plus attention aux conditions matérielles. Le travail que je fais est très répétitif, il n'y a pas besoin d'avoir fait prépa. Mais comme tu as moins d'attentes, du coup tu es moins déçue. »

Le conflit de valeurs, sensible au début de la scolarité, s'atténue ainsi à mesure que se reformulent les aspirations professionnelles. En ce sens, le rapport décomplexé à l'argent peut apparaître comme un effet de la socialisation secondaire. Mais l'expérience de la

banque n'est pas toujours aussi enchantée qu'il n'y paraît, notamment pour les filles qui s'engagent dans ces univers très masculins. Cantonnée à un travail de saisie informatique et objet de plaisanteries à caractère sexiste, D. (fille d'un ouvrier promu petit commerçant et d'une ancienne vendeuse), qui a d'abord fait un stage au Centre d'analyse stratégique (ex-Commissariat général au Plan) et au sein du réseau France active, pense ainsi à démissionner de ses fonctions.

### *Les ruptures : reconversions dans la fonction publique et carrières politiques*

Alors que l'ENA a longtemps attiré les étudiants des grandes écoles de commerce en raison de la rentabilité supérieure du diplôme qu'elle offrait en termes de carrière et de prestige<sup>53</sup>, la chute du nombre de postes ouverts au concours et, plus largement, la restructuration de la fonction publique, semblent renforcer l'attrait des carrières dans le secteur privé<sup>54</sup>. N. (fils d'employé de la direction départementale de l'équipement et d'assistante maternelle) est ainsi le seul étudiant d'HEC à avoir suivi la « Prép'ENA » en 2007, proposée pour la première fois au titre de « majeure »<sup>55</sup>. Son désir d'entrer dans l'administration témoigne de l'attrait que représente la fonction publique pour les milieux populaires en termes d'ascension sociale et d'accès à la stabilité de l'emploi : pour les hauts niveaux de diplôme en particulier, la destinée sociale des salariés du public apparaît en effet plus favorable que celle des salariés du privé<sup>56</sup>. N. est toutefois venu progressivement au secteur public et à l'Inspection générale des finances, après des stages dans le marketing des produits ménagers et dans le conseil, qu'il justifie par la nécessité de payer ses traites :

« N. : Je savais que je me dirigeais plus ou moins vers le management public : ça faisait un an que je me posais des questions sur les concours administratifs. J'avais des états d'âme à [...] passer encore des concours, à faire encore une école alors que tu as déjà payé cher ton diplôme et que normalement, tu peux en faire quelque chose ! Donc c'était un peu comme ça : par dépit, j'avais fait du conseil et du marketing. Et là, je me suis dit l'IGF, c'est bien, ça me permettra de me donner un aperçu de ce qu'est l'administration, le service public. Je voulais travailler pour autre chose que des parts de marché. »

52. Pour Pierre Bourdieu, « les agents tendent d'autant plus à rechercher la sécurité des placements de rentier offrant des profits faiblement dispersés, donc moins aléatoires, mais faibles et exposés à la dévaluation, qu'ils disposent d'un capital moins important ; ils s'orientent au contraire d'autant plus vers des placements risqués

mais fructueux de la spéculation qu'ils possèdent un capital plus grand, capable de leur assurer les ressources nécessaires pour payer jusqu'au bout le prix de l'aléa et pour se rétablir en cas d'échec », in Pierre Bourdieu, « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, 15(1), 1974, p. 13.

53. Dans les années 1970 et 1980, une vingtaine d'étudiants d'HEC présentait chaque année le concours.

54. Le contexte de crise économique pourrait changer la donne.

55. Il est toutefois possible que d'autres étudiants se soient présentés en candidats libres au concours de l'ENA.

56. Marie Cartier, *Les Facteurs et leurs tournées. Un service public au quotidien*, Paris, La Découverte, 2003 ; Sybille Gollac, « La fonction publique : une voie de promotion pour les enfants de classes populaires ? », *Sociétés contemporaines*, 58, 2005, p. 41-63.

Si la haute administration lui a plu, en partie pour des raisons idéologiques, N. a préféré présenter les concours de la fonction hospitalière jugés moins sélectifs. Ainsi, le choix du service public ne relève pas d'un anti-libéralisme forcené mais témoigne au contraire des influences contradictoires de l'héritage familial et des contraintes matérielles qui pèsent sur ses choix professionnels.

De son côté, R. (fils d'agent électricien de la SNCF et d'assistante maternelle à tiers temps et femme de ménage), militant socialiste, a opéré une rupture plus grande avec l'univers d'HEC en s'engageant dans une fondation politique de gauche. Issu d'une famille militante – son père, syndiqué à la CGT, a toujours voté à gauche, comme sa mère et sa grand-mère –, il a sauté le pas après des stages en marketing, dans le conseil en développement durable et enfin à l'IGF, comme beaucoup de ses amis. En CDI, R. est moins bien rémunéré que ses camarades de promotion mais il bénéficie d'un fort capital social qui compense en partie sa relative frustration matérielle. Formulant et assumant progressivement son intérêt pour la fonction publique, il a renoncé à préparer l'ENA d'autant plus facilement que ses contacts avec des responsables de la fondation, obtenus grâce au réseau des anciens élèves d'HEC, lui évitaient le risque d'un concours. C'est en effet à HEC que R. s'est familiarisé avec l'élite politique parisienne par le biais des conférences et débats régulièrement organisés sur le campus :

« R. : HEC, ça m'a apporté une intégration idéale dans – ce n'est pas encore les hautes sphères – mais dans la base des hautes sphères. Tu as un label. Et puis grâce à l'école, une fois par semaine, tu rencontres un grand patron, un grand homme politique, tu vois que les mecs, c'est des gens comme tout le monde. Tu les vois en vrai, tu leur parles. Tu t'habitues, quoi. Lundi dernier, par exemple, on a bu un verre avec un ancien Premier ministre. Je ne savais pas trop quoi lui dire, mais je lui ai serré la main sans trembler, sans bégayer, quand je lui parlais. »

#### *Le choix du compromis : le conseil pour le secteur public*

D'autres boursiers, sans assumer une rupture complète avec l'univers des écoles de commerce, semblent retrouver le sens du service public à travers le métier de consultant en secteur public. Mal situé dans la hiérarchie salariale et statutaire des métiers du conseil<sup>57</sup> organisés par spécialité (stratégie, organisation, système d'information, etc.)

et par catégorie de clients (banques, industries, État et collectivités, etc.), le conseil en secteur public leur permet précisément de concilier un attrait pour le confort matériel avec un certain sens du service public<sup>58</sup>. C'est précisément pour ces raisons que S. (fils de contremaître et de dactylo) a préféré un poste de consultant en secteur public à la préparation du concours de l'ENA, trop risquée compte tenu du remboursement de son emprunt :

« – Comment as-tu eu envie de faire du conseil ?

S. : Ce n'est pas le conseil que je recherche, c'est avant tout le secteur public. Pendant longtemps, j'ai eu envie de passer l'ENA. Mais [...] je ne voulais pas me lancer dans un concours aussi dur sans être motivé à bloc. Et le facteur le plus important, c'est quand même les deux années de Sciences Po sans être payé, au risque de se planter après. Du coup, j'ai saisi l'occasion de mon année de césure pour aller à l'IGF. Là, j'ai rencontré un inspecteur qui m'a donné beaucoup d'informations pour savoir quelles étaient les passerelles entre le public et le privé. »

Sans priver S. d'avantages matériels – sa rémunération s'élève à plus de 44 000 euros bruts par an, hors prime et intéressement –, le conseil en secteur public lui permet d'effectuer des missions d'« intérêt général » sur le mode des grands corps d'inspection (IGF, IGAS, IGEN, etc.), en participant par exemple à l'évaluation de politiques publiques dans le domaine de la formation professionnelle. S. envisage d'ailleurs de se faire débaucher par l'« un de [ses] clients », des collectivités locales principalement, dans le cadre de la contractualisation croissante des métiers du secteur public. Ce rapport ambigu avec la fonction publique, caractérisé par la volonté d'y travailler tout en optant pour un statut rémunérateur de droit privé grâce à la valeur marchande du diplôme d'HEC, témoigne à sa manière du conflit de valeurs que connaissent certains boursiers à l'issue de leur scolarité dans les grandes écoles de commerce.

#### *Les filières moins valorisées : le marketing et le conseil en ressources humaines*

Si certaines boursières ont choisi des carrières rémunératrices et concurrentielles à dominante masculine, d'autres se sont spécialisées dans le marketing et le conseil en ressources humaines. Ces voies nettement moins prestigieuses et rentables, proches des sciences humaines (sociologie des organisations et de la consommation, psychologie, etc.), attirent en effet

57. Michel Villette, *Sociologie du conseil en management*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.

58. Seuls 10 élèves de sa promotion (sur 494) ont choisi, comme lui, la spécialité « management public ». Or, d'après une enquête menée en 1989 à partir des annuaires des anciens élèves des dix gran-

des écoles françaises, HEC est l'école qui fournit, devant l'ESSEC, les plus gros bataillons au secteur du conseil, notamment au conseil en stratégie. Voir Odile Henry,

« Entre savoir et pouvoir. Les professionnels de l'expertise et du conseil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 95, décembre 1992, p. 37-54.

© Le Seuil | Téléchargé le 30/11/2023 sur www.cairn.info via Université Savoie Mont Blanc (IP: 154.59.125.48)

d'avantage les filles que les garçons et apparaissent d'autant plus dominées qu'on s'élève dans la hiérarchie des écoles de commerce<sup>59</sup>. Ce choix révèle en outre une ambition sociale et professionnelle très mesurée par rapport à leurs camarades de promotion, conforme à leur double statut de femme et de boursière. Assistantes chef de produit pour des grands groupes de la cosmétique et de l'agro-alimentaire, A. (fille d'électricien et d'employée d'agence de voyage) et C. (fille d'ouvrier et d'infirmière) se situent ainsi, avec un salaire 36 000 euros bruts par an, dans le bas de la distribution des salaires d'embauche de l'ESSEC. Leur métier correspond aussi, comme l'exprime A., à un choix par défaut :

« – Comment en es-tu venue au marketing ?

A. : Le marketing, c'était un peu le seul truc qui m'intéressait. La finance, tout ça, ce n'était pas trop mes secteurs. C'est trop chiffré. Et puis c'était trop fric. Mais je ne suis pas passionnée non plus par le marketing. Ce qui me gêne un peu, c'est que j'aurais bien aimé faire un métier qui ait plus de sens, un sens social, comme ma sœur par exemple, qui veut faire infirmière [...]

– Qu'est-ce qu'il en pense, ton copain ? (consultant en secteur public)

A. : Il est d'accord. Il me dit de trouver une boîte qui corresponde plus à mes attentes, quelque chose de plus culturel par exemple... Bon, il méprise un peu le marketing. Il pense que c'est pipeau. Lui, il est plus politique, réflexion, stratégie.

– Et ça ne t'a jamais tenté ce qu'il fait ?

A. : Si. Mais maintenant, je suis encore plus convaincue que ça ne me correspond pas quand je vois ce qu'il fait. C'est trop dans la réflexion. Moi, il me faut un équilibre entre action et réflexion. Et puis c'est super calé ce qu'ils font. Je ne serai pas assez compétente là-dedans.

– Tu envisages quel genre de métier ou de carrière à moyen terme ?

A. : Maintenant, il y a une pression et un rythme assez important que je n'aie pas envie de vivre à moyen terme. Je voudrais mener une vie tranquille, un peu plus équilibrée. Je ne suis pas carrière coûte que coûte. Il me faut un job stimulant, intéressant, mais je n'ai pas envie de sacrifier ma vie privée. »

En choisissant de faire du conseil en ressources humaines, L. n'a que partiellement trouvé une voie qui la satisfait. Fille d'un ouvrier hollandais et d'une secrétaire dans une petite usine savoyarde, intéressée depuis longtemps par la psychologie à travers la lecture de magazines, elle a peu apprécié sa scolarité à l'ESSEC où elle a suivi des enseignements très variés et globalement peu légitimes (sociologie des organisations, mise en scène du comportement, marketing,

etc.). Consultante dans un cabinet de conseil en ressources humaines, elle effectue aujourd'hui des missions de réorganisation des services de gestion du personnel et suit en même temps une formation continue en psychologie afin de devenir « coach ». L., peu intéressée par les questions financières, a fait le choix d'un « métier du social » qu'elle peine toutefois à justifier aux yeux de ses parents : « j'ai fait l'ESSEC, alors aux yeux de mes parents, je dois avoir un job top, je ne peux pas leur dire que la finance ne fait pas partie de mes aspirations ». Fantasmant sans doute le pouvoir intégrateur des écoles de commerce, ses parents ont ainsi nourri des ambitions décalées vis-à-vis des aspirations de leur fille.

Si l'enquête de terrain montre clairement l'effet de rappel de l'origine sociale sur la destinée professionnelle des étudiants boursiers des grandes écoles de commerce, leur trajectoire socioprofessionnelle demeure sans commune mesure avec la moyenne des trajectoires de leurs homologues de milieux populaires. En ce sens, l'école continue d'apparaître comme « le seul atout quand on est pauvre<sup>60</sup> » et ce, en dépit des difficultés rencontrées par les élèves boursiers au cours de leur scolarité à HEC ou à l'ESSEC. Comme le formule l'un d'entre eux, (S., fils de contremaître et de dactylo) : « La formation que j'ai reçue, je trouve qu'elle ne vaut pas grand-chose, même si elle est estimée à un coût assez important. Mais ça m'a permis de rattraper beaucoup de retard, il y avait plein de trucs qui me manquaient et que je n'avais pas pu avoir de mes parents : un capital social et, surtout, savoir où s'orienter pour faire tel truc, connaître les filons pour pouvoir aller dans le public, passer des entretiens d'embauche, etc. ». Parce qu'elles procurent un capital social, notamment le réseau des anciens élèves, et un titre scolaire qui fonctionne comme une carte de visite à forte valeur marchande sur le marché du travail, les grandes écoles de commerce représentent un atout indéniable pour les étudiants issus des fractions dominées de l'espace social.

L'acquisition de cette sécurité est rendue possible grâce à une série de ressources compensatrices qui viennent combler au cours de la scolarité les manques de capital culturel hérité – qu'il s'agisse de l'organisation expressément scolaire de l'action pédagogique en classe préparatoire, du soutien et du travail d'orientation des enseignants ou de l'investissement des familles. Bien que très majoritairement dénuées de capital scolaire, celles-ci apparaissent largement appartenir aux fractions stables des classes populaires<sup>61</sup>, parvenant

59. Les métiers du marketing sont également moins rémunérateurs que ceux de la finance ou du conseil. 60. Z. Zéroulou, art. cit. 61. Annie Collovald et Olivier Schwartz, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », *Vacarme*, 37, 2006.

à une relative sécurité économique au travers du statut d'emploi ou des conditions salariales. Elles sont ainsi plus à mêmes de supporter les coûts d'une scolarité prolongée, avec l'aide capitale des bourses accordées par l'État et par les grandes écoles par le biais de leur fondation ; elles sont aussi souvent engagées dans des trajectoires d'ascension sociale qui reposent désormais de manière déterminante sur l'acquisition de capital culturel et de diplômes.

Mais cette improbable promotion sociale se fait aussi au prix d'une conversion parfois violente des dispositions sociales et éthiques des étudiants de milieu populaire en raison précisément de la place qu'occupent HEC et l'ESSEC dans le champ des grandes écoles. Même si elles ont fortement gagné en légitimité culturelle et académique depuis leur création,

elles restent davantage tournées vers le pouvoir économique. Aussi les boursiers semblent peu prompts à revendiquer publiquement leur origine sociale modeste, au contraire d'autres transfuges de classe dans le champ universitaire par exemple où la méritocratie est valorisée socialement. Par ailleurs, à la différence des lycéens de milieux populaires qui entrent dans les dispositifs Sciences Po (Conventions éducation prioritaires et programmes expérimentaux), les boursiers d'HEC et de l'ESSEC n'ont pas fait l'objet de discrimination positive qui isole et, paradoxalement, stigmatise les appartenances sociales ou ethniques<sup>62</sup>. Ils peuvent ainsi jouer de l'ambiguïté de leur statut social dans des écoles où les atouts extra-scolaires (capital social et relationnel notamment) liés à l'origine sociale demeurent très valorisés.

« J'AI EU UN PLUS GRAND CHOC EN ENTRANT  
À HEC QU'EN ALLANT EN PRÉPA. LA PRÉPA, C'ÉTAIT  
UN UNIVERS QUE JE MAÎTRISAI, D'ABORD PARCE  
QUE C'ÉTAIT UN UNIVERS SCOLAIRE. ON ÉTAIT TRÈS  
BIEN ENCADRÉ ET PUIS ON ÉTAIT ÉVALUÉ SUR  
DES CONNAISSANCES LIÉES À UN PROGRAMME  
PRÉCIS, PAS SUR LES À-CÔTÉS. SI TU TRAVAILLAIS  
BIEN, TU Y ARRIVAIS. »

P., ÉLÈVE BOURSIÈRE À HEC, FILLE D'OUVRIER ET D'ARCHIVISTE MUNICIPALE.

62. Marco Oberti, Franck Sanselme et Agathe Voisin, « Ce que Sciences Po fait aux lycéens et à leurs parents : entre méritocratie et perception des inégalités. Enquête dans quatre lycées de la Seine-Saint-Denis », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 180, décembre 2009, p. 102-124.